

Lyon, le samedi 10 janvier 2015

« Qu'allons nous faire de notre présence au monde ? »

Philippe Meirieu, une pensée politique et pédagogique au delà de l'École

Merci de cette invitation à évoquer en Philippe Meirieu une pensée politique et pédagogique au delà de l'école. Je vais lui faire un aveu dont je n'ai pas pu m'entretenir avec lui précédemment. Je vais évidemment traiter le sujet autrement que je l'avais prévu. Je me suis débarrassé de la totalité des notes de préparation de cette intervention, et je ne sais plus vraiment quoi dire.

Certes, Il nous faut garder effectivement à la fois les traits d'humour et de fantaisie conjugués à la rigueur qui caractérisent les militants pédagogiques, les éducateurs, et les militants simplement. Mais aujourd'hui, je ne peux pas me départir, excusez moi, d'une gravité qui me ronge depuis trois jours et qui sans doute nous ronge tous.

François Jarraud a fait référence à l'instant à ce que Michel Lussault, président du Conseil supérieur des programmes évoquait récemment en invitant l'École à aborder frontalement la question des croyances. Je ne prendrais pas la situation tout à fait de la même manière, mais d'une façon plus frontale encore. Je ne suis plus, et depuis longtemps, enseignant en situation pédagogique de classe. Je suis militant d'un mouvement associatif, la Ligue de l'Enseignement, et c'est à ce titre que j'interviens : je suis un militant d'éducation populaire. Aussi, au-delà comme vous de ma participation à la « colère publique » comme l'évoquait en son temps Durkheim, qui nous rassemble et qui nous rassemblera demain sans doute, la question qui depuis trois jours ne me quitte pas, c'est : comment se fait-il que trois jeunes adultes français n'ont pas trouvé d'autre raison de vivre que d'assassiner leurs semblables?

Comment se fait-il que trois jeunes adultes français, tous passés par l'école, ayant peut-être fréquenté des centres sociaux, des maisons de quartiers, étant peut-être partis en colonie de vacances avec la ligue de l'Enseignement, peut être même, nous le saurons sans doute grâce aux investigations médiatiques, ayant été formés aux fonctions de l'animation - il semble que l'un d'entre eux ait été éducateur sportif -, comment se fait-il que trois jeunes adultes français ayant fréquenté des institutions éducatives, formelles ou non formelles comme nous le disons, n'aient plus d'autre raisons de vivre que celle de tuer d'autres êtres humains ?

A cet instant, je n'ai aucune réponse à cela. Je suis allé puiser, à la fois dans ma mémoire, dans mon militantisme, dans les textes de référence, et cela a été rappelé dans les

interventions précédentes, dans les écrits profonds du chercheur, du pédagogue, du militant, de l'homme politique, du citoyen Philippe Meirieu.

Nos mémoires sont habités par les citations et les réflexions que les questions éducatives ne manquent pas de produire, au fil de nos actions, de nos recherches, de nos travaux, de nos engagements et Philippe Meirieu nous inspire fréquemment en la matière.

Mais dans la sidération de l'instant dramatique, tout se brouille. Ce qui semblait établi tremble. Les convictions vacillent. Le doute s'installe. Sauf l'intuition que nous ne pourrions plus continuer comme avant. Et puis aussi que nous avons quand même raison de concevoir l'éducation dans sa continuité de contenus, de temps, d'espaces et d'acteurs. Et c'est pour cela Philippe que ta pensée politique et pédagogique au-delà de l'école, nous en avons plus que jamais besoin. Ainsi tu es le compagnon, non pas de route, mais d'actions et de pensées pour les mouvements d'éducation populaire, mouvements pédagogiques, cela vient d'être évoqué pour les CRAP, pour les fédérations de parents d'élèves et notamment la FCPE, pour les associations d'élus impliqués depuis peu, et fortement maintenant sur les questions éducatives.

Sans doute simultanément as-tu aussi besoin de nous pour continuer à construire et nourrir ta pensée à travers ta propre action et les actions communes que tu peux parfois conduire avec nous.

Il n'est pas étonnant d'ailleurs que je ne sache pas répondre à cette question, à cause d'un des principaux enseignements que j'ai tiré des trop brèves rencontres que nous avons eu : c'est la démonstration que tu as toujours tenu à faire qu'en matière d'éducation - et Guy Avanzini nous l'a d'ailleurs redit tout à l'heure -, il n'y a aucune certitude. En matière d'éducation, le doute est permis en permanence et nous ne savons pas bien ce que nous fabriquons. Nous bricolons sans certitudes et c'est sans doute bien ainsi.

Nous pouvons avoir les plus belles intentions du monde mais l'éducation par nature ne contient en elle aucune vertu intégrée.

Après tout, les sociétés les plus totalitaires ont encore aujourd'hui des systèmes éducatifs très élaborés. La pédagogie même, ne suppose pas qu'elle place l'enfant au centre de ses apprentissages et qu'elle vise à son émancipation solidaire. On peut même imaginer que les mouvements de fous furieux qui s'agitent aujourd'hui dans le monde et sur nos territoires développent leurs propres pédagogies.

Je dis cela sans provocation, mais ce qui doit nous interroger plus que jamais c'est la nature démocratique de l'éducation, non pas au sens du nombre d'élèves ou d'enfants qui sont concernés, mais au sens de sa production démocratique. Et c'est en cela que la pensée politique et pédagogique de Philippe Meirieu, va bien au-delà de l'école mais questionne l'école puisque la périphérie travaille toujours le centre. Ne sommes-nous pas d'ailleurs à en effet une époque où l'école est périphérique. Bien étrange expression que de parler du périscolaire. Dans les temps d'une vie d'un enfant, l'Ecole est devenue marginale : dans ses apprentissages et sa culture, dans la construction de ses représentations l'école n'est plus première aux côtés de la famille. A 13 ans un enfant qui est en 5ème a passé bientôt trois fois plus de temps derrière les écrans qu'à apprendre à l'Ecole, quasiment trois années: le temps de sa scolarité cumulée a été d'une année, sensiblement le même que dans des formes organisées de loisirs dit éducatifs et heureusement souvent ils le sont.

Alors dans cette finalité de l'éducation qui est de permettre aux enfants et aux jeunes d'entrer dans notre monde commun incertain, complexe, imprévisible, d'y faire leur place avec les autres et de vivre mieux, d'améliorer notre humaine condition, la responsabilité éducative est partagée. Et si nous devons, et plus que jamais quand la vie a perdu son sens pour une partie de nos concitoyens, quand on confond le désir d'avoir au besoin d'être, questionner non seulement l'école sur ses finalités démocratiques et républicaines, si je veux faire dans l'emphase, il faut aussi interpellier la totalité des champs éducatifs et des acteurs éducatifs.

Je ne nous exonérerai pas bien sûr, nous, militants de l'éducation non formelle de cette responsabilité. Combien d'activités éducatives de loisirs qui finalement empruntent plus aujourd'hui au savoir faire du marché du capitalisme compulsif, au consumérisme comme tu le décris Philippe, qu'aux engagements de la convention internationale des droits de l'enfant par exemple ? Combien de mouvements d'éducation populaire, et le mien n'y échappe pas parfois, contraints à la sous-traitance de l'impuissance publique plutôt qu'à l'invention et la réinvention permanente d'une éducation émancipatrice et solidaire, émancipatrice parce que solidaire ?

Qui est fautif ? Nous dirons que, là encore c'est une responsabilité collective et partagée. Par tacite reconduction, par renoncement, par difficultés réelles de changer de modèle, par petits arrangements et grands accords qui font persister une société faisant le choix de l'inégalité ?

Je terminerai en évoquant ce qui je crois est à notre portée individuelle et collective : l'impérieuse nécessité de relier effectivement l'engagement pédagogique et éducatif à la recherche de la haute qualité démocratique qui fait défaut à notre société. La France comme les autres nations démocratiques est dans la tourmente d'un monde en mutations inédites et d'une telle rapidité qu'il lui faut un grand niveau de confiance entre toutes ses constituantes, pour « faire société », pour concevoir un en-commun accepté. Au cœur de la confiance il y a la promesse républicaine. Partout où elle est mise en défaut de ne pas être tenue, il faut s'arrêter sur les raisons de cet échec et y remédier. De toute urgence. Et à l'Ecole tout particulièrement.

La représentation nationale peut le faire, les élus territoriaux, les agents des services publics et des institutions. Mais les promesses seront d'autant mieux tenues et les lois qui les traduisent, celles qui visent à plus d'égalité et de justice sociale, que les citoyens associés exerceront leur « droit de suite », par leur engagement.

En clôture d'un des livres, nombreux livres, de Philippe Meirieu, « *Lettre au grandes personnes sur les enfants d'aujourd'hui* », il cite Fernand Deligny : « *Le plus grand mal que tu puisse leur faire c'est de promettre et de ne pas tenir, d'ailleurs tu le paieras cher et ce sera justice* ».

Je ne veux pas dire que les trois adultes que j'évoquais précédemment nous font payer des promesses que la République n'a pas tenue à leur égard... mais quand même, mais quand même... je ne peux m'empêcher au moins d'y penser.

Je ne veux pas dire que les habitants de Clichy-sous-Bois nous feront payer, pour l'instant en silence et bientôt bruyamment, dans quelques semaines, le procès en appel 10 ans après les faits des deux policiers mis en cause dans la mort dans un transformateur électrique où ils s'étaient réfugiés de Zied et Bouna...mais quand même...On connaît parfois une justice beaucoup plus expéditive pour des faits beaucoup moins grave.

Des enfants perdus de la République, ne pouvons pas au moins convenir que beaucoup sont passés du mépris de soi à la haine des autres.

Alors au moins que dans nos légitimes interrogations nous puissions dire que nous ne voulons plus d'un monde qui fabrique du mépris de soi.

Nous avons cette responsabilité notamment à l'égard de l'école, mais à l'égard de nous même et c'est en cela que nous avons besoin des repères, de la vigilance, du travail constant du militant, du pédagogue, du chercheur que Philippe Meirieu est toujours et restera sans doute au delà de la fin de ces activités professionnelles dans cette université

Parce que pour l'Ecole, rien ne l'oblige à ne pas tenir ses promesses sauf finalement une forme de complicité tacite à faire en sorte qu'elle ne les tienne pas, pourquoi les tiendrait-elle d'ailleurs ? Alors que depuis 30 ou 40 ans nous en disons la même chose, que PISA le confirme. Les réformes et les lois d'orientation s'ajoutent aux refondations. Mais jusqu'à présent, finalement la République est capturée par les meilleurs que l'Ecole fabrique. Pourquoi changerait-il le système qui les maintient au pouvoir politique, culturel et économique.

Au nom du mérite, principe qu'il est inconvenant de discuter, les vaincus du mérite dans le plus grand silence n'ont pas la capacité d'accès à la parole qui leur permettrait d'exiger que les meilleurs acceptent de leur faire une place, de changer un système qui les a produit.

N'est-ce pas cette obligation alors que nous avons de rappeler sans cesse que l'Ecole, institution de la République, qui en institue une part, qui élève la liberté de penser à le devoir de le faire dans l'égalité et la fraternité. Et que malgré les lois et textes, des pratiques persistent qui en contredisent la promesse. Je n'en cite que trois :

- Le scandale qui fait que des centaines de milliers d'élèves de l'enseignement professionnel sont privés d'enseignement philosophique.

- Le scandale d'un pays qui continue à se satisfaire d'une éducation artistique censée travailler justement la question des sens, de la créativité, du patrimoine commun de l'humanité, dans une société hyper matérialiste qui détruit les sens et le sens, qui fabrique de la barbarie et qui maintient à quelques dizaines de minutes par semaine cet enseignement en réinventant en permanence la énième politique de l'éducation artistique, dont on a maintenant à peu près tout dit.

- Le scandale de l'éducation civique juridique et sociale et des heures de vie de classe utilisées trop souvent comme variable d'ajustement des programmes que l'on n'a jamais terminés.

Qu'est ce qui nous empêche mes amis de dire une bonne fois pour toute que ce scandale doit cesser par l'alliance et les efforts coopérants, partagés et militants aux côtés des enseignants, des éducateurs, des parents, des chercheurs, aux côtés des militants pédagogiques, des habitants, des élus et je l'imagine aussi de la responsabilité nationale qui vote les lois et de dire que tout cela ne coûte rien : simplement de tenir nos promesses.

-oOo-

Alors si nous avons à tirer de l'engagement de Philippe Meirieu de ses travaux, de sa pensée et évidemment aussi de sa présence toujours à nos côtés, c'est que nous ne voulons plus d'une Ecole qui n'apprenne pas à vivre à nos enfants, que nous ne voulons plus qu'un seul enfant, un seul jeune de notre pays puisse croire qu'il est sans avenir.

Que nous souhaitons que sa pensée et nos pratiques soient mises au service d'une Ecole et d'une éducation partagée qui servira effectivement aux enfants et aux jeunes de ce pays à fabriquer leurs propres réponses à la question essentielle qui conclut le très beau livre « *la belle amour humaine* » du poète haïtien Lionel Trouillot « *Qu'allons nous faire de notre présence au monde ?* ».

Pour cela Philippe nous avons toujours besoin de toi. Merci.

Eric FAVEY

Administrateur national de la Ligue de l'Enseignement
Membre du Conseil supérieur des programmes